



EMMANUEL MACRON

MINISTRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INDUSTRIE ET DU NUMÉRIQUE

## Intervention d'Emmanuel MACRON

Ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique

Discours de conclusion – Lancement NOE

*Lundi 9 novembre 2015*

---

### I/ Introduction par le Ministre

Bonjour à toutes et tous et merci d'être là ce matin avec Catherine BARBAROUX, je vois, Jean-Marc BORELLO, Nathalie COLLIN, enfin tous les participants. Martine PINVILLE et moi-même sommes très heureux de vous accueillir.

Je ne vais pas être très long, je vous rassure, mais l'idée ce matin c'était de partager avec vous quelques convictions, quelques constats. Pourquoi ? Parce qu'on le voit toujours, par des signaux faibles ou des signaux plus forts, il y a un monde qui est en train de se transformer. Les choses changent. Elles changent je dirais même chaque jour plus vite. Le monde dans lequel on vit est profondément différent de celui d'il y a dix ans. Et dans cinq ans il aura sans doute changé encore plus brutalement.

C'est une révolution technologique, c'est une révolution d'usage, c'est une révolution qui vient bousculer les frontières et qui change la façon d'innover, la façon d'entreprendre, la façon de produire, qui parfois fragilise les modes d'organisation au sein de l'entreprise, de la société, et ces changements ça n'est pas le gouvernement dans son coin qui peut les penser tout seul – ça aussi ça se fait en architecture ouverte.

Pourquoi ? Parce qu'on a besoin d'un diagnostic partagé, d'essayer de comprendre ce qui est à l'œuvre, de comprendre ce qui vient de se jouer et est en train de se jouer, et puis ce qui va se jouer dans les prochaines années. Parce qu'il faut bien le dire, on n'a pas très bien réussi en France la bataille de la robotisation. On a un autre rôle dans la bataille du numérique, beaucoup d'acteurs de ce domaine sont là avec nous et je veux vraiment les remercier d'être présents et pour certains d'entre eux d'avoir accepté de participer à cet exercice et de témoigner, mais nous ne sommes pas les champions dans la matière.



Dans les transformations qui sont à l'œuvre, il n'est pas sûr que nous ayons le premier rôle. Et donc le défi qui est le nôtre, c'est de faire réussir notre pays dans cette transformation. On ne peut pas le faire réussir si on ne le comprend pas, s'il n'y a pas d'abord un diagnostic partagé.

Et donc l'objectif de la réunion de ce matin ce n'est pas d'arriver en assenant des solutions. On s'est habitué à cette technique gouvernementale, en général ça fait des décennies qu'on est habitué dans notre pays à avoir des débats où on se dit « formidable, le gouvernement a des solutions, des réformes ». Je ne sais pas quelles sont les bonnes réformes sur ce sujet. Peut-être que même il n'y en a pas. Peut-être que les choses se font seules.

Ce que je sais c'est que notre responsabilité c'est d'abord de le comprendre, de partager ce constat ensemble. Ensuite c'est de tout faire pour que celles et ceux qui dans notre pays font cette transformation puissent le faire, et de les aider à réussir. Et enfin, c'est que tout le monde ait sa place dans cette transformation, c'est-à-dire qu'on ait le bon cadre, qu'on ait le bon système qui permet d'organiser nos préférences collectives, les bonnes sécurités qui vont avec cette transformation. Et que chacune et chacun y ait sa place. C'est ça notre rôle. Et donc c'est pour ça que nous avons voulu aujourd'hui avoir cet exercice un peu ouvert et très libre.

Alors 10 participants vont maintenant prendre la parole pour essayer de partager ce constat et c'est en quelque sorte une forme d'odyssée qui est beaucoup plus intéressante que juste m'écouter ou nous écouter avec Martine ce matin, c'est que vous allez écouter celles et ceux qui sont en train de participer à cette transformation et à qui je vais céder la parole. 10 participants extérieurs.

Martine PINVILLE et moi-même nous concluons cette série d'interventions et puis ensuite on aura un temps d'échange avec la salle. Il y a dans la salle des journalistes, des étudiants, des entrepreneurs, des organisations syndicales, des organisations professionnelles, des chercheurs et c'est cette diversité qui est aussi là, au sein de nos intervenants, qui fait que j'espère qu'on sortira en tout cas de cette matinée un peu plus éclairés, plus intelligents, et je l'espère avec quelques lignes de force qui vont rythmer pour nous notre action des prochaines semaines, et en tout cas qu'on aura acquis quelques convictions communes.

Voilà, je veux maintenant céder la parole à Anne PERROT, du conseil d'analyse économique qui a mené un travail avec plusieurs de ses collègues sur l'économie numérique et cette transformation pour commencer nos travaux. Je lui cède la parole maintenant. Merci beaucoup.

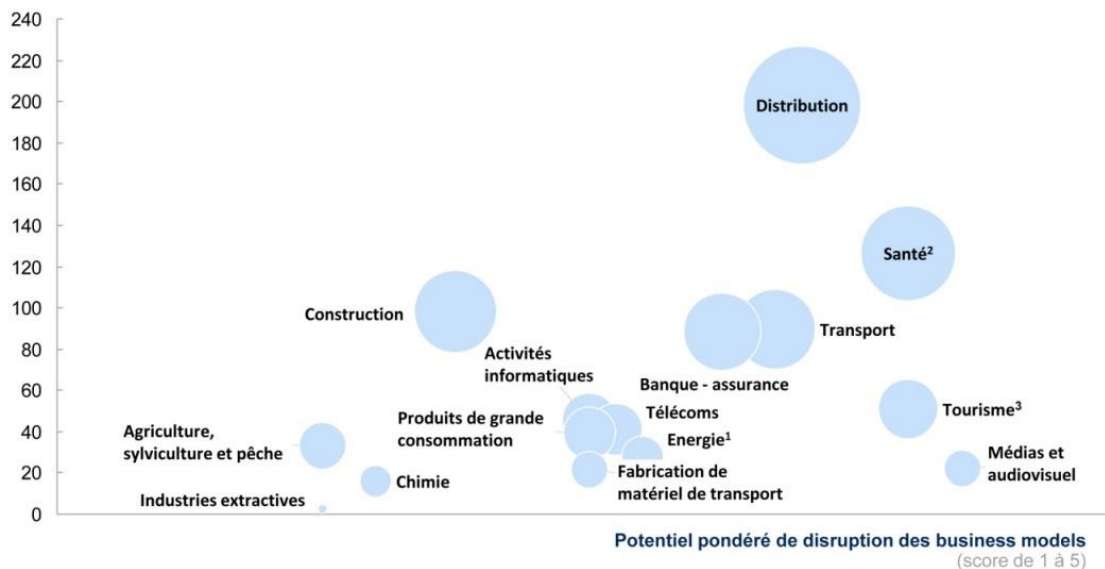
## II/ Conclusion des différentes interventions par le Ministre

Merci beaucoup Martine. Merci à toutes et tous en tout cas pour vos interventions.... Forme d'odyssée qu'on allait vivre, je ne vous ai pas trompé, parce qu'on est passé de prophéties qui sont à nos portes et en train de se jouer à un discours extrêmement concret, celui du quotidien et parfois celui des publics les plus fragilisés.

Alors, quelques convictions peut-être pour conclure à la lumière de tout ce qu'on vient de se dire aujourd'hui.

### Valeur ajoutée du secteur

Milliards d'euros, 2014



1 Production et distribution, 2 Industrie pharmaceutique et activités de soins, 3 Hébergement et restauration  
SOURCE : INSEE

### Potentiel de transformation des secteurs par le numérique

La première c'est que tous les secteurs sont touchés. Alors il y a des secteurs qui existent, qui sont en train de se transformer, on l'a connu, certains dans la salle - je pense aux journalistes - l'ont vécu dans leur profession, les médias et l'audiovisuel. Plus vous êtes à droite sur ce graphique et plus le potentiel

pondéré de disruption est élevé, et donc plus vous êtes déjà dans la disruption, c'est-à-dire que le numérique et les changements d'usage vous ont bouleversés.

Plus vous êtes à gauche du graphique et plus vous êtes aujourd'hui semble-t-il préservés, même si là aussi, c'est à technologie constante. Et tout ça est en train de s'accélérer formidablement. Et ensuite la valeur ajoutée du secteur, elle se mesure en fonction de la hauteur sur le graphique.

Ce que je veux dire par là c'est que tous les secteurs ont été touchés ou vont être touchés à plus ou moins court terme. Et sans doute ne mesure-t-on pas bien la rapidité avec laquelle certains seront eux-mêmes aujourd'hui ou demain touchés par cette révolution. Et ça je crois que c'est très important parce qu'on ne peut pas s'affranchir de ce débat.

Alors ce n'est pas forcément mauvais parce que quand on passe par une transformation qui est une transformation technologique et d'usage, il y a au début un choc, encore une fois les médias l'ont vécu, et on a l'impression que rien ne vaut rien, que tout va disparaître, que c'est un modèle de 0 coût qui prévaut. Ce n'est pas vrai. Certains acteurs disparaissent, d'autres arrivent avec une nouvelle offre, ils arrivent justement à penser leur différence et on voit bien – je pense d'ailleurs à l'information parce que vous êtes là – eh bien que le prix de l'information revient. Que les gens veulent une information qu'ils consomment différemment, moins sur du papier peut-être même plus sur des ordinateurs mais davantage sur du téléphone mobile, ils la veulent plus interactive, et donc elle retrouve un prix.

Et donc chacun y retrouve sa place. Mais elle est différente, elle aura été changée.

On a de toute façon pas le choix ; c'est ça ce qu'il faut voir. C'est en train de se transformer. C'est là. Et donc le message - s'il y en avait un – c'est de dire que personne n'a la clé, le sens profond de ce système. Il n'y a pas une réalité. Ce que je sais c'est que notre principale responsabilité en tant que dirigeants, c'est de ne pas dire qu'on peut éviter cela, que ça ne serait qu'un risque, que parce que ça fait peur ou que chacun n'aura pas forcément la même place que celle qu'il a aujourd'hui il faudrait lutter contre ces changements ; je pense que c'est une erreur profonde. Et la clé c'est donc de les comprendre et de faire que les risques identifiés deviennent des opportunités. Parce que ces transformations qu'on a vues, ce sont des gains pour le consommateur - la vie coûte moins cher, ça va plus vite, les usages sont améliorés - ce sont des gains pour les entreprises ; ce seront aussi des potentialités de relocalisation de certains emplois ou de certaines formes d'activités parce que le numérique, les nouvelles formes de production, vont faire que dans cette bataille d'hier où on devait lutter contre des pays à bas coût de main-d'œuvre, on va pouvoir relocaliser des productions parce qu'il y aura des robots, des logiciels et autres. Donc il y a des opportunités derrière tout ça. Il faut les penser, les préparer.

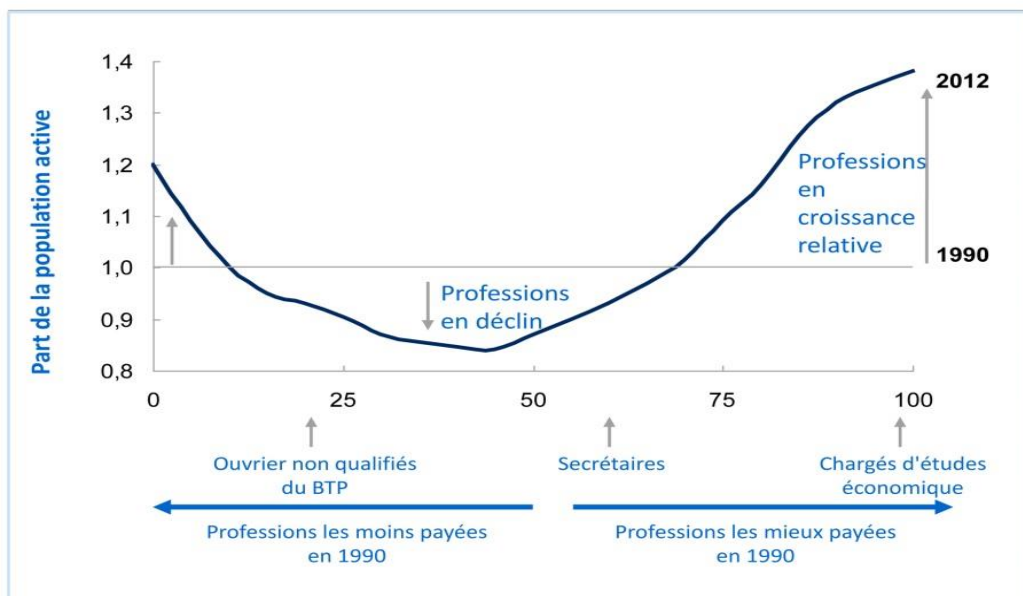
Moi je vois trois choses : l'innovation, l'agilité et l'adaptation, et les sécurités. Pour que chacune et chacun trouve sa place.

L'innovation, on l'a vu, et ça a été un point important qui a été mis en avant et je veux le montrer aussi à travers cette transition, c'est que les choses sont en train de bouger, elles vont vite – je vais venir dans deux secondes à ce graphique

– mais tout ce qui était dit en termes de financement, en termes d'arrivée de nouveaux secteurs, l'a parfaitement montré.

### Évolution du poids de chaque catégorie socio-professionnelle dans la population active depuis 1990

1990-2012, Base 1



SOURCE : Oxford Economics, Institut Bruegel, Institut Montaigne (Marché du travail, La grande fracture, 2015), INSEE

On a une économie qui se transforme avec vous le voyez là aussi à droite du graphique pour les qualifications, et ça va avec la transformation des secteurs classiques comme avec l'arrivée de nouveaux secteurs, des opportunités formidables de création de nouveaux de jobs, beaucoup plus créatifs, à plus forte valeur ajoutée, auxquels on ne pense pas aujourd'hui, ce que Xavier Duportet évoquait en parlant justement des convergences qu'on doit trouver en termes de qualification ; et puis on a aussi des jobs à faible qualification qui émergent encore insuffisamment, mais qui vont avec ces services, parce qu'on est en train de transformer la médecine - ça a été très bien dit - les objets connectés, mais il va y avoir avec ça des nouvelles offres d'emploi que vous voyez aussi avec « Jobijoba », qui sont en train d'arriver, qu'on voit arriver à Pôle emploi parce que ces objets connectés qui transforment notre quotidien ils prennent un sens parce que des femmes et des hommes apportent un service autour de ces derniers.

Et donc la clé, c'est comment on arrive à gagner cette bataille en innovant plus vite, en innovant mieux et en pensant tout de suite mondial ! Et là il y a d'abord une bataille culturelle, ça a été évoqué. La bataille culturelle c'est de ne

pas se voiler la face et de ne pas dire on va empêcher le changement. Il faut au contraire faciliter l'émergence de ces nouveaux modes, de ces nouvelles technologies, de ces disruptions, parce que les bloquer c'est juste s'assurer que nous n'aurons pas les bons acteurs chez nous, et qu'ils viendront de l'extérieur parce que nous sommes dans une économie qui s'est mondialisée. Les bloquer c'est juste faire qu'on protégera peut-être un temps un peu plus long les acteurs existants, mais dans cette nouvelle économie les consommateurs choisissent.

On a longtemps pensé qu'on pouvait protéger un modèle classique, par exemple celui des taxis, en disant qu'on allait empêcher les gens d'accéder à d'autres choses. Les consommateurs que vous êtes dans cette salle ont choisi, ils ont eu accès à d'autres applications, ils ont fait appel à d'autres services. Et d'ailleurs on le voit, les taxis qui ont une vraie qualité de service, sont en train de répondre à ça. Ils se transforment, et en quelques mois, ils ont déjà profondément modifié leur offre en faisant appel à plus de numérique, en baissant leurs prix, en améliorant la qualité du service. Mais on s'est trompé pendant des années en pensant qu'en empêchant l'innovation d'arriver, on ferait mieux. C'est faux.

Donc c'est culturel ; et ça veut dire aussi anticiper ; préparer les nouvelles convergences académiques, former différemment, plus vite, faire converger les disciplines entre elles plus rapidement, ce que font les objets connectés et se préparer à cela.

Ensuite, « la mère des batailles », ça a été très bien dit, c'est d'attirer les talents. Et là il faut aussi qu'on accepte d'avoir plus de femmes et d'hommes qui prennent des risques, qui peuvent échouer, et donc il faut permettre aux entrepreneurs d'échouer plus facilement. On a commencé à le faire, en supprimant le « 040 » à la Banque de France, en protégeant un peu les entrepreneurs sur leur patrimoine personnel. Il faut aller encore plus loin et c'est culturel et technique, mais aussi il faut permettre beaucoup plus facilement aux gens de réussir, parce que ces supers talents sont des superstars. C'est une question à la fois managériale, fiscale, c'est une question d'environnement, mais les meilleurs data scientists, les meilleurs biologistes, doivent être payés parfois beaucoup mieux que les managers dans l'entreprise.

Notre culture à nous c'est mieux payer les managers. C'est parfois une erreur. Et donc il faut voir où sont les talents critiques, les attirer, changer nos comportements culturels, adapter notre fiscalité. On a commencé à le faire avec les actions de performance et les BSPCE, et je pense que c'était une mesure importante, parce qu'elle va dans ce sens, et que sans cela on ne pouvait pas garder ou attirer de nouveaux talents ; et il faut aller plus loin. On fera de nouvelles propositions justement pour répondre à ce défi de la bataille des talents.

Ensuite ce sont les données. Ça a été évoqué plusieurs reprises. Et permettre d'innover, c'est ouvrir encore davantage les données. Alors les ouvrir de manière intelligente. Axelle LEMAIRE travaille – et je salue la présence de Luc BELOT qui est rapporteur de la loi numérique - à l'ouverture des données publiques. On va continuer ce travail avec les données dites d'intérêt général, secteur par secteur. Ça veut dire permettre à de nouveaux acteurs ou parfois d'ailleurs aux acteurs classiques eh bien d'utiliser différemment les données qui étaient parfois lettre morte ou gardées pour eux – nous-mêmes on le faisait - pour justement innover, créer de nouveaux business, aller plus vite, créer de nouvelles opportunités qui sont des meilleurs services pour les individus et qui sont de

nouvelles formes d'activité et d'emplois. Il faut le faire intelligemment, de manière adaptée. Pourquoi ? Parce que parfois ce sont des données qui sont à protéger, parce que parfois ce sont des données où si vous les ouvrez ce sont justement les plateformes, les grandes plates-formes, qu'on appelle les Gafa, qui les utiliseront mieux que les acteurs en place. Mais l'exemple du marché du travail a été très bien dit : si on ouvre de manière proportionnée la donnée on peut créer des opportunités, on peut améliorer la mise en relation, on peut réduire les coûts de coordination et permettre que des gens trouvent un emploi adapté beaucoup plus facilement.

Et là-dessus, le travail qui est fait par « Jobijoba » et d'autres acteurs, est très important, le travail qui est fait par Pôle emploi est fondamental et Pôle Emploi a commencé cette mue culturelle et organisationnelle, et on doit l'accompagner et aller plus loin encore. C'est la même chose qu'on va faire dans le secteur du logement, dans le secteur de la banque parce que ce sont des nouveaux emplois, ce sont de nouvelles offres, c'est une amélioration de la vie de tous et toutes.

Ensuite il y a le capital. Ça a été évoqué par Fred MAZZELLA. Le capital est clé parce qu'on est dans une économie de la disruption tout de suite mondialisée, où tout va très vite ; et donc si on n'est pas en capacité de financer cette innovation très vite, très fort, on se fait distancer par celles et ceux qui mettent beaucoup de capital. Uber, on le dit souvent, j'ai cité l'exemple, c'est 50 milliards de valorisation parce que c'est beaucoup d'argent qui a été brûlé les premières années pour avoir une plateforme mondiale, et c'est cette plateforme qui a de la valeur qui rend plus intelligent, qui améliore justement la capacité à adapter l'offre.

Eh bien c'est à ça qu'il faut aussi qu'on arrive à répondre dans notre économie. Et nous avons un capital trop rare. Alors la Banque publique d'investissement joue un rôle fondamental dans les premiers stades. Il y a aujourd'hui des « business angel » qui investissent en France, on a des fonds qui sont revenus et qui se développent en France, mais sur les tickets à partir de 80/100 millions d'euros – c'est fondamental dans des secteurs aussi disruptifs que justement ceux de la biologie, cette convergence des secteurs qui a été décrite par Laurent ALEXANDRE, des NBIC – l'accès aux marchés peut parfois prendre un peu plus de temps, surtout le coût capitalistique initial peut être très élevé.

Si on n'est pas en capacité de courir et donc d'avoir ce capital - qui représente parfois des tickets importants - on laisse les Américains gagner la bataille. Et donc ce qui est fondamental par rapport à cela c'est justement d'adapter notre cadre fiscal, notre cadre de financement de l'économie à ce nouveau financement. Nous sommes très bons en France dans le financement bancaire ; le financement bancaire par dette était très adapté dans une économie de rattrapage. L'économie de disruption dont on parle depuis tout à l'heure, quelles qu'en soient les formes, c'est une économie qui a besoin de fonds propres, de capital. Et donc il faut ramener le capital de nos épargnants vers le financement de l'économie réelle et beaucoup moins vers le financement de l'obligataire. C'est des changements réglementaires sur lesquels on se bat avec Michel SAPIN. Il faut développer une forme de fonds de pension à la française et adapter le cadre fiscal à ce changement. Et c'est ça aussi que je compte proposer dans les prochaines semaines, avec entre autres Michel SAPIN, parce que on doit participer cette révolution sinon la belle affaire, on pourra créer des pépites mais le capital étant

ailleurs, la facilitation d'ouvrir les données étant ailleurs, elles iront faire leurs essais cliniques en Allemagne ou au Canada, se financer à Singapour ou aux Etats-Unis ! Et nous aurons perdu cette bataille. Et c'est maintenant qu'elle se joue parce qu'elle va très vite. Donc innovation et capacité à gagner cette bataille de l'innovation.

Ensuite, c'est l'agilité, l'adaptation. Et j'en reviens au graphique que je vous montrais il y a un instant, celui de cette courbe justement comme ça en creux. La bataille de l'adaptation, elle est là. C'est ça la bataille que nous devons mener. Pourquoi ? Faciliter la création d'emplois très qualifiés, ceux qui sont à droite du graphique - je viens de l'évoquer - mais c'est aussi réussir à transformer les secteurs aujourd'hui actifs, et ça concerne l'industrie au premier chef. On a dans l'industrie des femmes et des hommes qui sont parfois dans ce creux de la courbe, il faut, par la formation, les conduire à avoir une place dans des emplois à plus forte valeur ajoutée ; et c'est ça qu'on a mis au cœur du projet pour l'industrie du futur, c'est de se dire on a besoin de digitaliser, de robotiser notre industrie classique - on est en train de le faire - on a un objectif de former et d'accompagner 2000 PME, TPE et ETI dans cette transition ; c'est de l'investissement pour acquérir la machine, le logiciel, l'outil mais c'est aussi de la formation en capital humain parce que celles et ceux qui découpaient une pièce, comme justement un ouvrier qualifié le fait, si vous les formez pas à programmer la machine, à en contrôler l'activité, eh bien ils n'auront plus de place dans l'entreprise, or vous aurez toujours besoin de quelqu'un, pour faire ce contrôle qualité, cette programmation. Et donc il y a un défi de formation pour les métiers classiques de l'entreprise, pour accompagner justement cette transition.

La formation elle est au cœur de cette révolution, il y a un besoin d'investissement dans le capital productif et dans le capital humain qui va avec. Si on rate cette bataille de la formation, on perd et on perdra cette manche ; et là-dessus il y a un travail important qui est fait avec le CNI, l'ensemble des partenaires sociaux, des filières professionnelles pour justement anticiper filière par filière ces transitions. Et si on ne fait pas ça on perdra vraiment quelque chose.

Ensuite l'adaptabilité, l'agilité c'est la capacité à marier les différentes formes d'activité, ça a été bien dit, entre autres, par Catherine BARBAROUX et Jean-Marc BORELLO. Les différentes formes d'activités ne sont pas concurrentes les unes des autres, elles sont complémentaires, et ce n'est pas parce qu'on protégera - pense-t-on - le salariat en bloquant l'émergence de nouvelles formes d'innovations entrepreneuriales qu'on résoudra le problème ! Bien au contraire.

Et là-dessus, je dirais que notre compromis collectif a été aussi trop malthusien. On a été malthusien en protégeant les secteurs existants, et en refusant la disruption dans l'innovation ou l'émergence de nouveaux secteurs en disant « est-on sûr ? ». On a été malthusien parfois dans les logiques de formation. On a trop peu formé, surtout les peu qualifiés. Le risque que nous courons aujourd'hui c'est d'être malthusien en disant « nous on veut le bien des gens à leur place, donc on ne veut pas qu'ils aillent vers des emplois peu qualifiés, qu'ils aillent vers de l'initiative individuelle parce que c'est moins bon que le salariat ». Mais moi je ne sais pas juger pour les femmes et les hommes si c'est moins bon que le salariat ! Ce que je sais c'est qu'il y a aussi une place pour l'entrepreneuriat individuel, parce que, et nous l'avons vu à travers différents déplacements qu'on a pu faire sur le terrain, il y a des femmes et des hommes d'abord qui ne veulent plus



le salariat, parce que le salariat c'est en quelque sorte une opération de protection contre subordination. Il y a des femmes et des hommes qui veulent prendre le risque. Parce qu'il y a des femmes et des hommes qui n'arrivent à rentrer dans le salariat, et on le sait bien, on a 80 % des salariés qui sont en CDI, mais on a 90 % du flux qui est en CDD, en intérim, en contrats courts. L'institut Montaigne a sorti, il y a quelques semaines, une étude montrant que dans notre pays aujourd'hui, dans ce pays formidable du compromis social qu'on nous envie tous, il quatre fois plus difficile quand on est réputé musulman à partir du CV de trouver un job ! Et donc, pour beaucoup, il est très compliqué de rentrer dans le salariat aujourd'hui, c'est ça la réalité de notre pays.

Et donc il n'y a pas le salariat, l'accès à l'entreprise classique et de l'autre côté les minima sociaux, parce que les jeunes en particulier des quartiers, les moins jeunes, ils ne nous demandent pas l'assistanat, ils demandent d'avoir une place dans l'économie. Et le pire crime qu'on commet, et il est au cœur de cette révolution parce qu'elle doit être inclusive, c'est de juger pour eux. Et donc aujourd'hui une bataille qu'on doit mener, qui est aussi importante que celle pour l'innovation, c'est celle de l'adaptation de notre économie, c'est celle de dire « à côté du salariat on doit faciliter l'initiative économique, on doit faciliter la création en effet d'entreprises individuelles, en particulier pour les plus fragiles, on doit leur faciliter l'accès justement à ces jobs ». Et là-dessus - moi je compte beaucoup sur le travail que va mener Catherine BARBAROUX, avec l'APCMA, avec les réseaux consulaires, et on a besoin d'eux, avec l'ensemble des métiers pour dire « il faut s'ouvrir ». Aujourd'hui, on a une culture du contrôle a priori, on a fermé des portes avec des bonnes raisons parfois, avec des diplômés notamment, mais est-ce que ces diplômés, est-ce que ces réglementations se justifient partout ? Pas toujours.

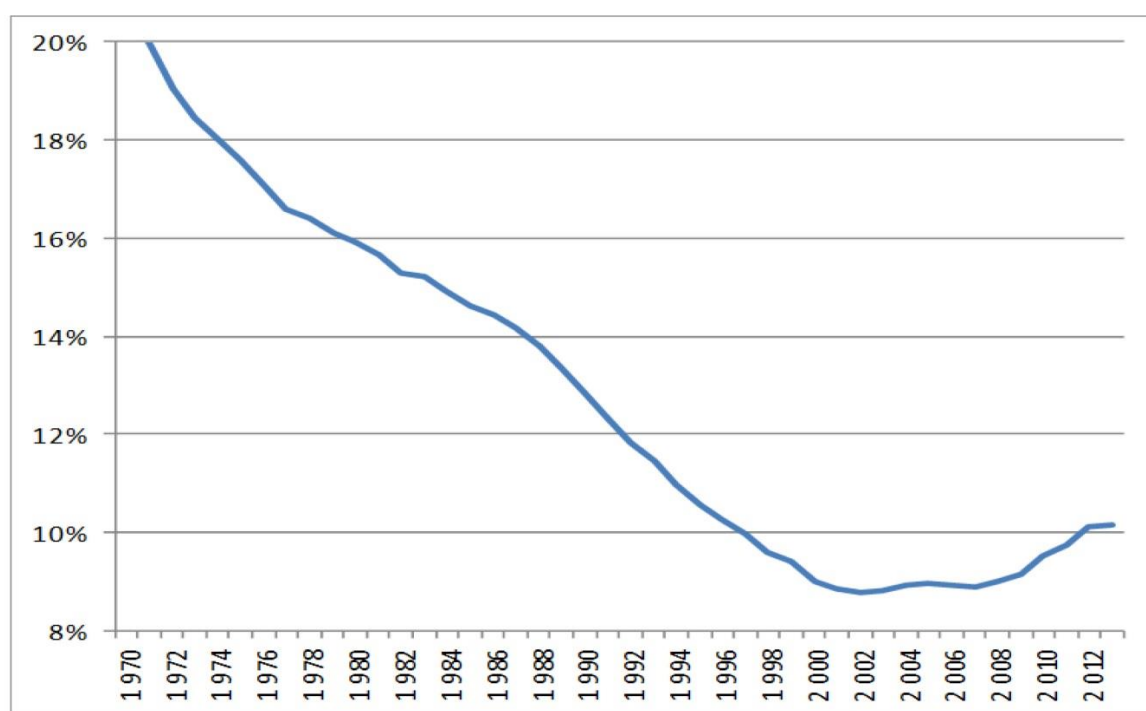
Quand on veut aller garder des personnes âgées à leur domicile, on a besoin d'avoir un local prétendument pour recevoir du public, ça ne se justifie pas. Quand pour faire de la coiffure afro, ce qui se développe beaucoup – j'ai eu dans cette salle plusieurs exemples, des personnes qui m'ont interpellées – on me dit « on me demande d'avoir un BEP, mais dans le BEP on n'apprend pas à faire la coupe afro ». Qu'est-ce qui se passe ? Allez à quelques rues d'ici sur le boulevard Magenta, allez - j'étais à Rennes, la semaine dernière - allez voir, ils ouvrent des salons, ça s'appelle « salon spécialisé » où ils trouvent des tenanciers qui ont le BEP coiffure, qui peuvent l'ouvrir et qui vont leur sous-traiter le droit de travailler. Ça c'est inacceptable. Et c'est la même hypocrisie que celle qui veut qu'on ferme l'innovation.

Et donc tout ça se tient, parce que ce monde est en train de bouger très vite, et donc nous n'avons pas le droit de vivre avec les digues qui étaient les nôtres. Il faut aller beaucoup plus vite dans l'innovation, dans la disruption, dans le financement. Il faut aller beaucoup plus brutalement vers l'attraction des talents, mais il faut aller beaucoup plus vite dans la capacité à donner une place à tous, et donc donner aux plus jeunes, aux moins formés, aux plus exclus, la possibilité d'avoir une place dans ce jeu, de s'adapter, de s'adapter sous toutes les formes capitalistiques. Et c'est pas parce qu'on aidera justement des entrepreneurs français à devenir les gens de demain, et je l'espère, les plateformes de la nouvelle génération, qu'il n'y aura pas une place et encore plus vite, pour justement les formes d'entrepreneuriat social parce que c'est une forme d'entrepreneuriat comme les autres, et moi j'ai jamais aimé cette façon et on partage avec Martine cette volonté de refuser de dire « il y aurait la vraie économie et puis dans un coin

l'économie sociale et solidaire ». Elle a sa place au cœur de ce modèle, c'est une autre forme capitaliste, et le modèle coopératif ou mutualiste ne nous a pas attendus pour savoir que parce qu'il est aussi ancien que le modèle capitaliste on peut avoir cette préférence collective.

Ce que je veux c'est qu'on ait le choix, parce que le choix c'est la liberté, c'est la vraie égalité. Personne n'a le droit de choisir pour les autres, ni le gouvernement, ni des corporatismes établis. Et le risque à un moment c'est qu'en quelque sorte la réalité choisisse pour nous parce que nous n'aurons aujourd'hui pas pris les choix courageux qui nous permettent de nous adapter, et donc oui, il y a une place pour tout cela parce qu'on aura réussi les adaptations nécessaires pour notre économie ; et l'adaptabilité ce sont donc toutes ces modifications réglementaires, secteur par secteur pour permettre plus d'initiatives.

## Part des non salariés dans l'emploi total



Champ : France métropolitaine; personnes de 15 ans et plus ; tous secteurs d'activité confondus

Source : Insee, estimations d'emploi (données révisées) ; traitement DGE

Et si besoin était de rassurer je voulais vous présenter un dernier graphique qui montre qu'aujourd'hui ça n'est pas la fin du salariat. Regardez ce graphique qui vous montre la part des non-salariés dans l'emploi total. Nous sommes en train de remonter un peu, certes, mais on est au niveau de la fin des années 90, et on est bien loin de ce qu'était la France au début des années 70 avec 20 % de non-salariés. Donc celles et ceux qui pensent que le non salariat devient le nouveau modèle on a encore du temps avant je veux les rassurer.

Donc ce qu'il faut, me semble-t-il, pour réussir dans le contexte que vous avez décrit, ce sont aussi des sécurités qui vont avec. La sécurité c'est la formation

– je l'ai évoquée - initiale, continue, c'est les infrastructures et ça c'est notre rôle en tant que gouvernement ; ce sont les infrastructures en très haut débit, en mobile, parce que quel est l'accès à ces formes de disruption si on n'a pas accès à la téléphonie ou à l'Internet mobile ? Très réduit. Et ça devient des inégalités insupportables. Et donc c'est le plan très haut débit, ce sont aussi des modifications législatives qu'on a portées dans la loi Croissance et activité, et qu'on va continuer à porter pour aller plus loin, pousser les opérateurs justement à s'adapter en ce sens avec nous, avec un investissement public.

L'innovation fondamentale c'est aussi des sécurités qui sont celles des formations et des chercheurs, et là-dessus l'Etat doit être plus présent, moi je veux qu'on réalloue des masses financières qui sont aujourd'hui mal utilisées et ça fera partie de la stratégie proposée vers l'innovation fondamentale disruptive. Et là je pense que l'Etat a un rôle à jouer, non pas pour choisir ce que sera demain mais pour investir sur celles et ceux qui peuvent faire ce modèle de demain.

Et puis la sécurité c'est la capacité offerte aux individus d'évoluer, c'est le compte personnel d'activité, c'est-à-dire cette portabilité des droits tout au long de la vie pour faire face aux grands risques.

Et puis enfin la confiance. Ça a été très bien dit par Nathalie COLLIN pour la Poste qui a une carte maîtresse à jouer et qui est en train de se transformer ; c'est la place donnée aux individus, aux préférences collectives dans ce changement. Tout s'ouvre et va plus vite, mais on veut une sécurité, on veut savoir qui aura nos informations, comment en préserver la confidentialité, qui pourra les effacer, qui nous garantit où elle sont stockées. Et donc, à cet égard, nous avons un cadre juridique et des acteurs. La Poste est un acteur formidablement important ; l'Etat est un acteur important ; les professionnels du droit en particulier ont un rôle important et je les remercie aussi d'être présents avec nous aujourd'hui, qu'il s'agisse du président CHASSANG, du président des huissiers ou de toutes celles et ceux que je vois ici avec nous, parce que nous avons collectivement une organisation à trouver : celui de l'identité numérique, celui de la preuve dans le numérique, celui de la force probatoire, et là-dessus il y a une adaptation formidable de toutes les professions du droit à prévoir. Et nous travaillerons sur ce sujet parce que c'est plus de mobilité pour notre économie, mais aussi plus de sécurité pour les entreprises et les individus.

Voilà, en quelques mots les convictions que je voulais partager à la lumière de notre discussion du jour, c'est loin d'être exhaustif, mais la méthode qu'on poursuit depuis plusieurs mois c'est celle-là, c'est d'essayer de partager le constat.

Alors aujourd'hui c'était un premier exercice de partage, un peu justement d'expériences multiples, il va se poursuivre. D'abord par les réactions que moi je continuerai à engranger sur le net, à travers les réunions successives et on en fera d'autres de ce type, et par tout ce que vous voudrez faire remonter sur ces sujets. Ensuite, le 15 décembre, enfin vers la mi-décembre je présenterai la première étape de cette stratégie d'ensemble. Pourquoi je dis une stratégie ? Parce qu'il y a des éléments qui relèvent de la loi - et il y aura un projet de loi qui sera présenté en janvier sur la table du conseil des ministres - il y a des éléments qui relèvent de l'organisation collective et des grands régulateurs, entre autres - je remercie aussi la présidente de la CNIL d'être là ce matin, je sais que c'est un sujet qui lui tient à cœur et elle y travaille beaucoup et ça c'est pas toujours des modifications législatives, il faut bien le dire - et donc on travaille ensemble pour améliorer le



cadre ; et puis ce sont parfois la mobilisation des acteurs privés. Pas besoin de loi pour changer les choses, et d'ailleurs les acteurs n'ont pas attendu la loi. Et je pense que parfois il faut en effet s'abstenir, Anne PERROT le disait dans un premier propos, parfois il faut donner le droit d'expérimenter, d'évaluer, et c'est aussi quelque chose qu'on proposera.

Donc on continuera ce genre de réunion pour continuer à partager le consensus, l'expérience, la compréhension parce que tout cela va vite et personne n'a une vérité révélée. Je ferai une première série de propositions à la mi-décembre, une autre début janvier. Et il y aura un texte de loi présenté en janvier sur l'ensemble de ces sujets avec Martine PINVILLE, avec Axelle LEMAIRE, avec l'ensemble des collègues du gouvernement qui sont concernés, Michel SAPIN, Myriam EL KHOMRI, entre autre, Clotilde VALTER également, on continuera à travailler dans les prochaines semaines sur ces sujets importants.

Voilà, merci pour votre attention. Je propose qu'on ait quelques échanges dans la salle avec des questions. Je vais faire peut-être comme ça, et on prendra à la fin d'un premier tour les questions de certaines et certains qui n'ont pu être avec nous mais les ont posées par Internet.

Contact presse :

Cabinet Emmanuel MACRON : 01 53 18 45 73 – [sec.mein-presse@cabinets.finances.gouv.fr](mailto:sec.mein-presse@cabinets.finances.gouv.fr)